

M. PATERSON : Oui, M. l'Orateur, mais l'honorable député ne pouvait concevoir qu'il fût possible à l'un d'entre eux de rentrer sans que tous rentrassent.

Sir CHARLES-HIBBERT TUPPER : Je crois que l'honorable député a dit l'un des six.

M. PATERSON : Oui ; l'honorable député dira peut-être qu'il n'y avait pas de place pour lui, mais si partisans opiniâtres que ces messieurs se prétendent d'un cabinet au complet, ce poste de solliciteur général est toujours vacant. Et quand bien même on serait d'opinion que le père de l'honorable député est un homme plus capable que lui, le parti a dû assurément songer qu'il était capable d'occuper la position de solliciteur général et de compléter ainsi le cabinet, fait auquel ces messieurs paraissent attacher tant d'importance.

L'honorable député nous dit qu'il est un peu difficile de parler librement des questions délibérées en Conseil privé. A mon avis, la raison donnée l'autre jour comme ayant motivé la démission des sept ministres, diffère de celle qu'on donne aujourd'hui, savoir : la nécessité de compléter le cabinet. C'est le point qu'on a fait valoir en disant qu'il y avait une législation très importante à laquelle le gouvernement et chaque membre individuel du gouvernement était solennellement lié, et que ces messieurs, sachant qu'ils étaient tenus en honneur de le faire adopter, jugèrent absolument nécessaire que la seule position vacante reçût un titulaire. Et le premier ministre ayant négligé de donner un titulaire à cette position, ces messieurs, afin d'exécuter les engagements solennels pris par eux, entreprirent de remplir un seul vide existant en faisant sept autres vides dans le cabinet.

C'était une étrange position à prendre. Si le cabinet était incapable de régler cette question parce qu'il y avait un portefeuille vacant, ces messieurs, liés en tout honneur, de leur propre aveu, à l'adoption de cette législation, espéraient-ils donner plus de force au gouvernement pour le faire adopter, en donnant leur démission avant que la loi fût soumise aux Chambres ? Nous faisons de l'histoire dans ce pays, mais j'ai peur que l'histoire que nous faisons depuis quelques jours ne soit pas à notre honneur. S'il est vrai de dire que la vérité a succombé parmi nous, il serait triste de savoir qu'elle a succombé sous les coups d'hommes haut placés.

Tout en ne voulant pas me servir d'un langage trop énergique, je demande à la Chambre s'il est possible de concilier les diverses déclarations que les honorables ministres ont solennellement faites à cette Chambre. Aujourd'hui, ils nous disent qu'ils sont autorisés par Son Excellence le gouverneur général à informer la Chambre que la raison de leur démission est que le cabinet n'était pas complet, parce qu'il y avait un portefeuille vacant. Ce n'est pas la raison qu'on a donné à la Chambre dans un document écrit et soigneusement préparé, qui avait reçu l'assentiment de tous les ministres démissionnaires. La raison assignée dans ce document était que le premier ministre n'était pas assez fort pour être à la tête d'un gouvernement et de le diriger. Ce que le pays veut, c'est que la vérité et l'honneur règnent en haut lieu, et je laisse à ces messieurs qui ont envoyé leur démission au premier ministre en alléguant comme cause de leur

démarche son incapacité et son incompétence à administrer le gouvernement de ce pays, je leur laisse à eux de dire si l'honneur régnait en haut lieu. Les hommes qui ont donné cette raison auraient dû s'en tenir là et ne pas venir aujourd'hui nous donner une raison tout autre. L'honorable ministre des Finances a demandé que ses propres paroles fussent citées, et il a prétendu qu'il n'était pas juste de paraphraser ses déclarations. Afin de le satisfaire, je vais lire la raison qu'il a assignée à ces démissions :

Rien n'a diminué la confiance que nous a toujours inspirée l'état sain et vigoureux du parti libéral-conservateur ; rien jusqu'à présent n'a ébranlé notre conviction que ce parti est le champion d'une politique que la majorité de l'électorat considère comme essentielle au bien-être et au progrès du pays ; ou que, sous une direction ferme et prudente, ce parti, aux prochaines élections générales, triomphera de nouveau.

Bien que nous ayons, après bien des hésitations, consenti à faire partie d'un gouvernement ayant M. Bowell comme successeur de sir John Thompson, nous avons néanmoins concentré loyalement tous nos efforts pour le rendre fort et efficace ; mais nous avons regretté de plus en plus que les résultats obtenus n'aient répondu à ce que nous avions lieu d'espérer, ou aux efforts faits par nous.

Il ajoute :

C'est ce que nous avons représenté à diverses reprises au premier ministre actuel, et le résultat a été que nous nous sommes trouvés en présence du parlement réuni avec un gouvernement dont le nombre des membres était incomplet, et sans avoir aucune assurance que le premier ministre pourrait le compléter d'une manière satisfaisante. Dans ces circonstances, nous avons cru devoir nous retirer, afin, si la chose est possible, de préparer les voies à la formation d'un autre gouvernement dont le chef puisse obtenir la confiance de tous ses collègues, persuader le parti libéral-conservateur qu'il a à sa tête ses meilleurs hommes, enfin, convaincre le pays qu'il possède un gouvernement uni et capable de gouverner.

J'ai, suivant le désir exprimé par le ministre des Finances, cité le texte même des raisons qu'il a données à la Chambre, et je demanderai s'il n'y est pas catégoriquement démontré que la raison de la démission de ces messieurs était que le premier ministre n'avait pas assez de force de caractère, et n'était pas constitué intellectuellement pour diriger les affaires du pays et exercer les fonctions du gouvernement. Aujourd'hui, ils viennent nous donner une raison tout autre. Ils donnent comme leur principale raison ce que d'abord ils n'alléguaient qu'à titre de preuve de l'incapacité de la faiblesse du premier ministre. Ils disent maintenant que c'est parce que le gouvernement n'était pas complet qu'ils ont démissionné. Et l'honorable préopinant, sentant la faiblesse de leur position, essaie de la renforcer en alléguant que le gouvernement était alors saisi d'une question qui rendait absolument nécessaire la présence à son poste du seul ministre qui faisait défaut.

Comment se fait-il qu'ils aient aujourd'hui réussi à trouver ce ministre, quand ils en étaient incapables auparavant ? Dans son discours prononcé dans l'autre chambre, discours que j'ai ici, le premier ministre, amené à traiter cette question, a déclaré qu'il n'était pas sans précédent qu'un gouvernement administrât les affaires du pays sans être au complet. Il cita deux cas, dans l'un desquels le portefeuille vacant avait été tenu par sir Charles Tupper, le grand homme du parti conservateur, le seul homme apparemment de ce parti qui ait assez de force de caractère et de capacité pour rallier et conduire les forcés conservatrices. Le premier ministre disait :

Il est de fait que sir Charles Tupper se démit de ses fonctions de ministre des Chemins de fer et Canaux le 24